

**CIBLE**

## Esclavage

**A**u soir du 16 juin, une chaîne de télévision française « découvre » l'envers du miracle chinois et montre d'atroces images : enlevés ou vendus, des enfants travaillent comme esclaves dans des briqueteries du centre de la Chine. Quelques uns ont été libérés, d'autres sont morts.

La découverte du commentateur français est tardive. Nous disposons de nombreux reportages et travaux scientifiques permettant d'établir que :

- la croissance économique chinoise est fondée sur un système esclavagiste ;

- ce système d'exploitation de l'homme par l'homme est rendu possible par une dictature communiste ;

- ce régime est impérialiste : il continue d'opprimer le Tibet, n'a pas tenu sa promesse d'organiser des élections libres à Hong-Kong et maintient ses revendications sur Taiwan ;

- cette dictature, héritière du totalitarisme maoïste, fait fonctionner cinq mille camps de concentration avec utilisation des méthodes nazies (expériences médicales) dans un millier d'entre eux.

Peut-on, dans ces conditions, accepter de participer en 2008 aux Jeux Olympiques ?

## ÉCONOMIE

# Protégeons notre industrie

Idées

**Hubert  
Védrine**

p. 9

Heures sup'

**Qui va  
y gagner ?**

p. 4

# Mortel témoignage

Nous remercions M. Jacques Dauer de nous avoir autorisé à publier ici le texte qu'il avait écrit dans sa *Lettre* le 10 juin dernier après la mort tragique du fondateur de l'entreprise Jallatte.

Ce samedi soir, aux informations, les Français ont appris le suicide d'un chef d'entreprise en retraite. Pierre Jallatte est son nom, il était âgé de 88 ans. Il avait vendu son entreprise à des actionnaires étrangers, notamment américains, plus particulièrement une banque. Son geste est celui d'un homme qui ne pouvait accepter que les nouveaux dirigeants de l'entreprise délocalisent en Tunisie, mais surtout que 285 emplois soient supprimés dans son usine de Saint-Hippolyte-du-Fort dans le Gard. Délocalisation avec un carnet de commandes plein.

Ce geste est un geste de révolte, notre compassion se doit donc d'être plus intense. Les premiers commentaires des journalistes ont été d'estimer que c'était un patron paternaliste. C'est tout de même mieux que d'être un *manager-voyou* du CAC 40 ou du Medef. Je me souviens,

cela remonte à une quarantaine d'années, d'une réunion patronale à la Chambre de Commerce de Paris où des responsables traitaient du droit du commerce et de l'industrie, je pris la parole et j'invoquais, sans traduction, le *jus fruendi*, le *jus utendi* et le *jus abutendi*. Le président, qui avait fort bien compris, ne voulut pas accepter mes propos sur le *jus abutendi* (le droit d'abuser) dont certains, peu nombreux à l'époque, ont abusé. Que dirait-on aujourd'hui ?

Paternaliste ! C'est l'insulte que profèrent ces gens qui ne connaissent pas l'entreprise. Être paternaliste, c'est s'intéresser à ceux qui travaillent à vos côtés ; connaître leurs problèmes, notamment familiaux. Bref, être près des femmes et des hommes qui servent l'entreprise. De ne pas s'octroyer des émoluments qui sont une honte pour ceux qui en profitent. Les patrons des PME-PMI ne se laissent pas aller à la voyoucratie – quel-

ques-uns peut-être, il y a toujours des brebis galeuses, mais c'est une infime minorité.

On ne peut pas être un véritable patron sans être paternaliste, l'étymologie est là pour nous l'enseigner, c'est être un protecteur, d'avoir pour fonction de protéger l'autre. Je suis issu d'une famille dont le grand-père était ouvrier avant d'être *maître-imprimeur*, mon père a pris la succession. Ceci était plus qu'une conception, c'était un axe de vie. Je rappellerai la phrase que m'a dite mon père le jour de mes douze ans : « Jacques n'oublie jamais qu'un ouvrier entre dans un tunnel à l'âge de quatorze ans et n'en ressort qu'à sa mort. Le rôle d'un patron, c'est d'agir de telle sorte que cela ne soit plus. » Je n'ai jamais oublié cette maxime.

Ne seriez-vous pas d'accord avec moi pour dire, que cette vérité n'est pas dans l'intellect des technocrates du Medef ? J'ai écrit, il y a quelques an-

nées dans un essai : « Une nouvelle forme de relations entre les hommes, fera cesser la confusion entre la liberté et l'assistance publique, qui fausse trop souvent les rapports de nos contemporains ». Pour beaucoup de nos dirigeants politiques, administratifs, industriels, il n'a plus de confusion car les deux termes sont remplacés par celui de servitude. Nous sommes vraiment en face de personnes imbues d'elles-mêmes...

M. Pierre Jallatte a voulu nous laisser un message : il y va de la dignité de l'homme et de sa mission de combattre le conformisme du comportement et des idées. Par son acte, il a désiré témoigner mais aussi défendre les personnes qui ont travaillé avec lui.

J'ai été très ému par cet acte, apparemment de désespoir, mais plutôt d'espérance – *contra spem in spe*.

Vous vous souvenez, peut-être, de ces mots qu'une jeune adolescente, agressée et qui allait mourir, murmura à celui qui lui portait assistance : faites-moi un sourire. Il y a des phrases qui vont au-delà du drame, expriment la tragédie d'une époque. Cette phrase, l'Humanité la réclame aux hommes. Par son acte, M Pierre Jallatte - l'a reprise et lui a donné des lettres de noblesse.

« Le chemin est long par les préceptes, court par les exemples », a dit Socrate. C'est un exemple que nous eussions préféré autre.

Jacques DAUER

**royaliste**   
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE : HUBERT VÉDRINE

SOMMAIRE : p.2 : Mortel témoignage - p.3 : L'hypothèse poules mouillées - Farces et attrapes - p.4 : Dame - Qui va y gagner ? - p.5 : Dans la cour des grands - p.6/7 : Promouvoir l'industrie - p.8 : Le combat de trop - Guerres d'Orient - p.9 : Le diagnostic d'Hubert Védrine - p.10 : Le Tour - Marie-Caroline, duchesse de Berry - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Logiques d'échec.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0509 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

## L'hypothèse poules mouillées

**Quelle histoire ! Non mais, quelle histoire ! En réponse à une mise en cause de l'impartialité de France 2 par Ségolène Royal, qui n'a pas supporté un portrait très flatteur d'Alain Juppé, Arlette Chabot, directrice de l'information de la chaîne, a jugé que le reportage était irréprochable.**

Cette éminente professionnelle, dont l'impartialité idéologique et la neutralité sociale ne font aucun doute pour les promoteurs de la pensée unique et les membres de l'*establishment*, fut presque immédiatement démentie par un document de la Société des journalistes (SDJ) de France 2 dans lequel une *crise de confiance* était déplorée avec vivacité et pertinence.

On frémit. Les choses pourraient-elles bouger, à France 2 et dans les autres temples médiatiques ? Il est vrai que de nombreux journalistes enragent de ne pouvoir exercer leur métier d'une manière qui réponde aux attentes du public et qui, par conséquent, les satisfasse. Mais ils n'ont pas, pour le moment, les moyens de faire la révolution dans l'information. Les directeurs patentés de l'opinion publique continueront de faire la loi - même si Arlette Chabot est remplacée, même si Béatrice Schönberg et Christine Ockrent, femmes de ministres, quittent (enfin) le devant de la scène.

Les hommes qui viennent d'arriver au pouvoir seront-ils plus pesants que les anciens maîtres ? C'est possible, mais ils n'ont vraiment pas besoin de se fatiguer et Nicolas Sarkozy peut réserver à d'autres ses énormes colères. Les patrons de la presse écrite sont dans la main des ban-

quiers qui ont presque fini d'aseptiser les grands quotidiens et les principaux hebdomadaires. Les directeurs de chaînes publiques et privées sont depuis des lustres aux ordres des maîtres du moment - ministre ou roi du béton. Ces derniers n'ont pas besoin de commander pour être obéis, de brandir le fouet pour qu'on se couche.

Tout se passe dans la connivence car les *grandes plumes* et les gloires du petit écran appartiennent - faut-il le rappeler - à la classe dirigeante. Nicolas Sarkozy interviendra aussi lourdement que ses prédécesseurs - parmi lesquels nous n'omettrons pas de citer François Mitterrand, aussi interventionniste que les autres.

Le journalisme de cour est une spécialité française qui fait d'autant plus rire nos confrères étrangers qu'elle s'accompagne, chez les *grands professionnels*, d'un amateurisme éhonté. À quoi bon travailler, quand on vit dans le confort que procure la corruption active ou passive ? Je le dis d'expérience : les grandes consciences de gauche ne courberont pas moins l'échine devant Nicolas Sarkozy que les belles âmes de la droite médiatique face à François Mitterrand.

**Annette DELRANCK**

■ Cependant des journalistes résistent tout de même, voir : <http://www.info-impartiale.net/>

## Farces et attrapes

**La gauche jospiniste, hollandiste puis ségoléniste avait cru séduire en jouant *moderne* : réformes sociétales, promotion des diversités, féminisme... La droite sarkozienne a récupéré ce panier de poires blettes pour en faire des confitures.**

Je dirais même plus : ces fruits mous tombés de l'arbre Royal donnent aujourd'hui matière (sans forme) à déconfiture. On me pardonnera ce mauvais jeu de mots : j'essaie de rire pour ne pas pleurer de rage au vu des résultats de la gauche moderniste.

Les plus intelligents de ses chefs de file nous avaient expliqué que le socialisme n'était plus réalisable dans l'économie globalisée et que la gauche devait admettre l'économie de marché. Le réformisme économique et social n'étant plus possible, la gauche tout entière et sa lucide avant-garde - le Parti socialiste - n'avaient plus qu'à engager la réforme des mœurs, vers toujours plus de libération.

La lutte séculaire de l'ouvrier et du patron fut donc remplacée par le combat de la modernité contre la ringardise. On institua la parité hommes-femmes, on fit l'apologie de la différence sexuelle, on se soucia de la promotion des *minorités visibles* au temps de Lionel Jospin puis de François Hollande et Ségolène emballa le tout en se présentant comme l'icône de la Femme qui serait choisie par les Français comme telle pour s'incorporer la France. *La France présidente*, slogan de campagne, alpha et oméga du ségolénisme...

La gauche moderniste se croyait dominante dans l'ordre

intellectuel et moral et tout à fait sûre d'elle-même dans sa nouvelle démarche politique : ne détenait-elle pas la propriété de tous les brevets sociétaux ? La cause féministe, c'était elle ! La cause gay, c'était elle ! La cause des jeunes issus de l'immigration, c'était elle ! Le conservatisme moral, c'était la droite, fustigée sous les traits de Christine Boutin, et l'extrême droite selon Jean-Marie Le Pen.

Les stratèges modernistes avaient oublié que le père de la pilule fut un gaulliste, Lucien Neuwirth, que Giscard d'Estaing fit entrer Françoise Giroud et Simone Weil au gouvernement et que l'avortement fut légalisé sous son septennat. Il se vérifie aujourd'hui que les oligarques de droite ne sont pas ennemis de la modernité qui ne coûte rien, financièrement, et qui rapporte gros aux élections. Bon négociant en farces et attrapes, Nicolas Sarkozy a récupéré l'humanitaire avec Bernard Kouchner, nommé une femme à l'Intérieur, une autre femme issue de l'immigration à la Justice et imposé la parité à l'équipe gouvernementale.

Les oligarques de droite seront plus modernes que leurs compères de gauche qui s'aperçoivent, mais trop tard, qu'ils ont été complètement dépouillés. Non mais, quelles poires ! J'ose même dire : quels empoirés !

**Sylvie FERNOY**

# Dame

Les États-Unis ont leur *first lady*. On les imite en évoquant une *première dame de France* - ses enfants, son caractère, ses toilettes, ses distractions - et nous avalons des tartines de miel sur le « *couple présidentiel* ». Ces flagorneries sont d'autant plus ridicules que les plumitifs serviles qui les rédigent ne sont pas les derniers à répandre des anecdotes cruelles sur « *Nicolas et Cécilia* ». Ces bassesses hypocrites sont surtout antirépublicaines à tous égards :

Ou bien la *Res publica* (l'État de droit, serviteur du bien commun selon la raison politique) trouve sa forme dans un régime de monarchie royale : en ce cas, le droit public désigne un roi et une reine, ou simplement une personne en charge symbolique de l'État, par exemple la reine d'Angleterre dont l'époux est prince consort. En tous les cas la famille royale a un sens profond car l'enfant premier né est appelé à la succession puis le suivant en cas de malheur.

Ou bien la *Res publica* prend la forme d'une monarchie élective - notre V<sup>e</sup> République. Le président, lui seul, est élu au suffrage universel et y trouve sa légitimité pour une durée limitée. En ce cas, l'épouse du chef de l'État et ses enfants se caractérisent par une totale inexistence politique. Madame Sarkozy a droit au respect, comme toute femme, elle et ses enfants doivent être protégés par la police en raison des fonctions exercées par Nicolas Sarkozy. Mais cette dame n'est en rien la « *première* », elle ne peut bénéficier d'aucun privilège ni remplir aucune fonction dans l'État. Qu'elle prenne exemple sur madame de Gaulle et tout ira bien.

Yves LANDEVENNEC

# Qui va y gagner ?

**On le croit simple jogger dilettante, c'est du moins l'image qu'il cherche à se donner, il est, en fait, coureur de fond chevronné et compétiteur.**

Nicolas Sarkozy, puisque c'est de lui qu'il s'agit, cherche, comme il l'avait fait durant la campagne pour l'élection présidentielle, à imposer son rythme à ses adversaires, pour les asphyxier, et son terrain, pour les défavoriser. Et, jusqu'à présent, cela lui réussit plutôt bien : pendant la campagne électorale, il lui suffisait de lancer une idée pour que les autres candidats lui emboîtent le pas ; à peine avaient-ils fini de s'époumoner, que l'ex-ministre de l'Intérieur en lançait une autre : les deux mois de campagne ont ainsi tourné autour de sa personne.

C'est cette tactique bien rôdée qu'il impose depuis son arrivée à l'Élysée : la première semaine, il rencontre les partenaires sociaux, la deuxième, il occupe le terrain avec son projet de service minimum dans les transports publics, la troisième, la défiscalisation des heures supplémentaires prend le relais, la quatrième, la TVA sociale estompe tous les autres sujets... Ouf ! Et les partenaires sociaux, de suivre ce rythme échevelé...

Or, donc, comme l'avait promis le candidat, la première loi que le président élu fera voter aura pour objectif de permettre à nos concitoyens de *travailler plus, pour gagner plus*. Dans cette perspective, le 20 juin devait être présenté en conseil des ministres un projet de loi *en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat*, dans lequel figure la défiscalisation des heures supplémentaires et l'exonération de cotisation sociale y afférant. À compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

les salariés qui effectueront des heures supplémentaires bénéficieront d'une exonération d'impôt sur le revenu et d'un allègement des cotisations salariales de sécurité sociale. Les employeurs profiteront, eux, d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales, destinée à compenser le surcoût lié à la majoration de 25 % des heures supplémentaires.

Le projet de loi validé par le Conseil d'État le 14 juin dernier laisse sans réponse un certain nombre de questions :

- *quid* de la compensation par l'État des allègements de cotisations auprès de la sécurité sociale ? Si le texte prévoit que les exonérations seront intégralement compensées, au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi on précise que cela ne se fera *plus pour longtemps* : le système de financement de la protection sociale devant être réformé, et les cotisations sociales sur les salaires remplacées par un savant mélange de TVA sociale et de mesures fiscales ;

- *quid*, également, des agents de la Fonction publique, des salariés à temps partiels, des cadres au forfait ?

Par ailleurs, si l'employeur peut obliger ses salariés à effectuer des heures supplémentaires, un salarié ne peut exiger de faire des heures supplémentaires : ou est le respect du volontariat depuis toujours promis par Nicolas Sarkozy ? Sans compter que l'adoption de cette mesure nécessiterait une véritable révolution culturelle dans le monde du travail : depuis le passage aux 35 heures, les entreprises s'ingénient à ne pas payer les heu-

res supplémentaires effectuées. Autre souci : pour pouvoir proposer des heures supplémentaires, encore faut-il que l'activité de l'entreprise le permette. Or, depuis 2000, à l'exception du BTP, le nombre d'heures supplémentaires ne cesse de diminuer. Le gouvernement est donc en train de mettre en place une usine à gaz que l'état des carnets de commandes de nos entreprises ne justifie pas. Quand bien même, cette réforme inciterait les entreprises à recourir aux heures supplémentaires, il ne faut pas s'attendre qu'elle relance l'emploi - du moins à court terme - car les heures supplémentaires bénéficieront aux salariés en place au détriment des chômeurs, des travailleurs en contrat à durée indéterminée (CDD) et des intérimaires.

Au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, on semble conscient de ces objections, mais on refuse d'en tenir compte. Concernant les faibles retombées en matière d'emplois, on avance qu'il s'agit d'abord d'une mesure pour le pouvoir d'achat, pas pour l'emploi. Pourquoi, dans ce cas, ne pas donner de coup de pouce au Smic ? Réponse : cela pénaliserait les entreprises. Cette mesure, comme toutes celles envisagées jusqu'à présent, est d'abord idéologique et destinée, avant tout, à répondre aux revendications du Medef. Une fois l'état de grâce passé, le Président de la République pourrait bien s'apercevoir à ses dépens qu'on ne gouverne pas un pays comme on mène une campagne électorale en changeant d'avis au gré des sondages d'opinion.

Nicolas PALUMBO

# Dans la cour des grands

**Le nouveau président n'a pas réussi à trouver son positionnement entre Washington et Moscou. Il a échoué à trouver une troisième voie, par exemple sur le Kosovo.**

Les premiers pas de Nicolas Sarkozy sur la scène internationale ne sont pas encore assurés. Avancées et reculs se sont succédé au risque de surchauffe de l'instrument diplomatique. Chacun, comme Mme Merkel, se plait à saluer son *volontarisme*. La commission de Bruxelles, qui a expérimenté ses propres limites, est heureuse que la France reprenne l'initiative là où elle-même était impuissante comme sur le Darfour. Mais n'est-ce pas un regard teinté d'ironie ? Cela lui passera. Les réalités prévaudront sur les illusions du candidat. *Exit* ainsi les rodomontades contre la Turquie. Sarkozy a compris qu'elles étaient inopportunes. *Exit* les couloirs humanitaires au Darfour. *Exit* une porte ouverte pour le Kosovo.

Le rôle de la France et son rang ont longtemps bénéficié de la guerre froide qui lui ouvrait une marge de manœuvre certes plus limitée qu'on ne l'a fait croire mais toutefois bien réelle. Le retour de la Russie à une position plus offensive suscite un re-

gain d'intérêt pour un tel positionnement. Sarkozy a eu à Heiligendamm un moment de nostalgie, semble-t-il, pour la vieille diplomatie gaullienne. Après avoir donné toutes garanties sur son enracinement atlantique, il a tenté une ouverture avec Poutine. Il s'est senti une sorte d'affinité avec cet autre homme qui s'est créé lui-même. C'est toujours plus commode que de jouer le caniche de Bush. La place était à prendre : sur le départ, Tony Blair a brillé par sa discrétion. Les adieux auxquels il aurait eu droit ont été éclipsés par l'arrivée en fanfare du petit dernier, Nicolas.

Or l'échec est patent. C'est Bush qui a eu l'élégance ou l'habileté d'inviter le président russe début juillet. De Sarkozy, il n'est dit mot. Pour deux raisons : l'enjeu du bouclier antimissiles ; l'attitude de la chancelière allemande.

Du débat sur l'installation de dispositifs antimissiles en Europe, la France - et l'Europe - sont curieusement absentes. Tout se passe au-dessus de leur tête, comme aux plus beaux jours de la guerre froide. Américains et Russes jouent fort bien leur jeu. Il ne serait pas étonnant qu'ils en arrivent à une forme d'accord à deux. Leur désaccord actuel les arrange, mais, le moment venu, ils transigeront. L'Europe en sera exclue. Or la France est en

Europe la seule puissance nucléaire vraiment indépendante. Elle doit avoir son mot à dire. On n'a rien entendu.

La France aurait pu améliorer sa main à la condition de faire bloc avec l'Allemagne. Quand les deux sont unies, la profondeur stratégique suffit à leur permettre de compter et d'être pris en compte par les deux Grands. Or Sarkozy et Merkel n'ont pas eu le temps de s'entendre. La chancelière allemande, présidente en exercice et du G 8 et du Conseil européen, avait défini seule sa ligne d'action. Elle a entrepris depuis son accession au pouvoir une révision fondamentale de la politique suivie par son prédécesseur Gerhard Schröder, trop proche de Moscou, trop loin de Washington. Elle continue de réagir en bonne Allemande de l'ex-RDA qui aurait pu croiser à Dresde l'officier du KGB qu'était alors Vladimir Poutine. Ils étaient tous les deux présents à la chute du mur de Berlin mais pas du même côté. Sarkozy, quoique l'on dise de son passé hongrois, ne partage pas les raisons d'Angela, préjudiciables au dialogue. C'est une des leçons de ce G 8. Car du coup, il est bien gêné pour nouer la relation privilégiée avec Washington qu'il souhaite. La Maison Blanche joue allègrement des oppositions entre Berlin et Moscou, entre Varsovie et à peu près tout le monde. La diplomatie française aura fort à faire pour se réinsérer dans le jeu.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **SAMOA** - Les quarante-neuf députés samoans ont désigné, à l'unanimité, comme chef de l'État avec un mandat de cinq ans, l'ancien Premier ministre Tuiatua Tupua Tamasese Efi pour succéder à Malietoa Tanumafili II, décédé le mois dernier. Le nouveau promu est le fils de Tupua Tamasese Meaole l'un des deux rois de Samoa. Au moment de l'indépendance, en 1962, ces derniers, Malietoa Tanumafili II et Tupua Tamasese Meaole, avaient reçu un mandat à vie pour prendre conjointement la tête de l'État. Mais, en 1963, le second étant décédé laissait seul Malietoa Tanumafili II comme chef suprême jusqu'à sa mort au mois de mai dernier. La famille du disparu a tenté de passer en force, au moment du décès, en désignant Fa'amausili Moli, fils du monarque, pour lui succéder. Mais les parlementaires en ont décidé autrement...

♦ **MONTÉNÉGRO** - Le prince Nicolas II, Petrovitch Njegosh, chef de la maison royale du Monténégro, s'est rendu en visite officielle en Sicile, accompagné d'Antun Sbutega, ambassadeur du Monténégro auprès du Saint-Siège. Au cours de son séjour, il a été reçu par Sauveur Cuffaro, président de la région autonome de Sicile, et par Gianfranco Micciche, président de l'Assemblée régionale sicilienne (ARS). Son séjour s'est terminé à Messine par une cérémonie devant la statue de la reine Hélène, érigée en souvenir de l'intervention de cette dernière lors du terrible tremblement de terre de 1908. La reine Hélène, épouse du roi Victor-Emmanuel III d'Italie était la fille de Nicolas I<sup>er</sup>, dernier roi du Monténégro, et arrière-grand-père du prince Nicolas II.

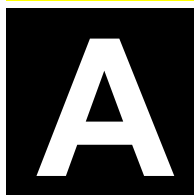
♦ **BULGARIE** - C'est en présence de tous ses enfants et petits-enfants, venus pour la circonstance à Sofia, que le roi Siméon II a fêté son soixante-dixième anniversaire. A cette occasion le président Georgi Parvanov a signé le décret remettant l'ordre de Stara Planina, la plus haute décoration civile du pays, au roi Siméon pour « des mérites exceptionnels à l'égard de la Bulgarie ». Cela même au moment où le Mouvement national pour la stabilité et l'essor (MNSE), nouvelle dénomination du Mouvement national Siméon II, est confronté à une fronde d'une partie de son groupe parlementaire qui récuse les décisions prises lors du dernier congrès du parti. Siméon, qui a été réélu à la tête du mouvement, a déclaré que « la contestation de la légalité du congrès n'est qu'une tentative de déformer le projet initial de la politique qui doit être conduite par le MNSE », raison pour laquelle ce dernier était en train de réfléchir à de « sérieux changements au sein du groupe parlementaire, voire à des décisions extrêmes s'il cela s'avère nécessaire ».

♦ **NÉPAL** - Le Premier ministre Girija Prasad Koirala a déclaré à des journalistes qu'il avait suggéré au roi Gyanendra d'abdiquer pour le bien du pays : « La monarchie pourrait continuer si le Roi et le prince héritier renonçaient au trône avant les élections pour l'Assemblée constituante », il a ajouté : « s'il ne le font pas, l'Assemblée constituante abolira la monarchie et personne ne pourra la sauver ».

**Avez-vous  
pensé à notre  
souscription ?**

[Souscrivez maintenant](#)

# Promouvoir l'industrie



**ancien Directeur des études législatives puis Directeur de l'analyse et de la recherche du CNPF devenu Medef, Jean-Luc Gréau est un économiste orthodoxe, autrement dit libéral, auteur d'un livre sur *L'Avenir du capitalisme* que nous avons beaucoup apprécié<sup>(1)</sup>.**

**Lors d'un récent *Mercredi de la NAR*, son analyse de la conjoncture économique et ses propositions avaient suscité un débat de très grande qualité. Nous sommes heureux de reprendre ici ses principales observations et propositions, parfois proches, parfois éloignées de nos propres convictions - mais toujours stimulantes.**

■ **Royaliste : Le nouveau président et le nouveau gouvernement sont-ils réellement en mesure d'influer de manière décisive sur la conjoncture économique ?**

**Jean-Luc Gréau :** Soyons très prudents quant à la réalisation du programme du nouveau président de la République. L'expérience montre que Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac ont successivement déçu leur électorat par des choix très différents de leurs engagements de campagne électorale.

■ **Royaliste : Êtes-vous pessimiste ?**

**Jean-Luc Gréau :** Je me borne à constater que l'économie française s'est affaiblie depuis trois ans. Le rapport Pébereau souligne le fait qu'entre 1980 et 2005 la France a connu une croissance moyenne supérieure à 2 %. Mais nous sommes maintenant sur une mauvaise pente alors que la croissance mondiale est

soutenue depuis 2002 : l'économie américaine s'est relancée, la Chine et l'Inde investissent et exportent massivement, les pays producteurs de matières premières ont engrangé de gros bénéfices : les prix de toutes les matières premières - industrielles, énergétiques, agricoles - ont augmenté de 100 à 400 % au cours de ces dernières années.

Mais l'Europe, qui ne produit pas de matières premières et qui a une démographie faible, est pratiquement au point mort depuis 2002.

La France est, elle aussi, dans une situation préoccupante : en moyenne, son taux de croissance est inférieure à la moyenne européenne. Plus inquiétant encore : notre commerce extérieur se dégrade (29 milliards d'euros de déficit en 2006) alors que nous avions de bons résultats jusqu'au début de cette décennie.

■ **Royaliste : Comment expliquez-vous ces mauvais résultats ?**

**Jean-Luc Gréau :** Notre niveau de consommation est supérieur à la moyenne européenne et les produits manufacturés font l'objet d'une forte demande : + 20 % entre 2002 et 2006. Or, pendant la même période, la production française de produits manufacturés n'a progressé que de 5 % par an !

Sur ce point, il est vain d'incriminer l'euro car la surévaluation de cette monnaie ne joue pas à l'intérieur de la zone euro où l'on voit des pays comme l'Allemagne et l'Espagne obtenir de meilleurs résultats que les nôtres. Il faut reconnaître une perte de compétitivité absolue de la France dans cette zone : sur les huit dernières années, les parts de marché françaises y étaient de 17 % en 1998 ; elles sont de 13,5 % en 2006.

■ **Royaliste : Quelles sont les causes du déficit de notre balance commerciale ?**

**Jean-Luc Gréau :** L'industrie française est constituée de trois activités principales :

- le BTP : nous sommes au deuxième rang derrière l'Espagne, notre production en 2006 a augmenté de 6 % et les effectifs employés de 4,4 %. Nous avons atteint un palier, mais tout va bien ;

- l'aéronautique et l'espace. La France est le seul concurrent sérieux des États-Unis pour les avions, les fusées, les hélicoptères... et notre production aéronautique continue à augmenter ;

- l'automobile et les secteurs en amont - la métallurgie et la mécanique. Entre fin 2004 et fin 2006, notre production automobile sur les sites français a baissé de 18 %. C'est la première fois que nous observons une telle chute qui s'explique très simplement : nous sommes faibles dans le haut de gamme dont la production n'est pas délocalisée et nous sommes forts dans le bas de gamme qui est délocalisé en Europe de l'Est. Résultat : le solde extérieur automobile, qui était de 12 milliards en 2004, est tombé à moins de 6 milliards en 2006. Or la délocalisation va s'intensifier dans les prochaines années. Le solde déficitaire de notre balance commerciale va donc augmenter.

■ **Royaliste : Le montant de la dette publique française est-il aussi angoissant qu'on le dit ?**

**Jean-Luc Gréau :** Non. Si la France est en faillite, la moitié de la planète l'est aussi... Les dettes publiques du Japon, de

l'Italie, de la Belgique, de l'Allemagne sont plus importantes que la dette française, qui était peu importante jusqu'à ces dix dernières années.

C'est avec l'Union économique et monétaire (UEM) que la situation s'est fortement dégradée. En 1992, la France avait une dette publique de 36 % du PIB et un déficit public de 1 % du PIB : de tous les pays européens, c'était le mieux placé. Mais l'économie française a été assommée par le mark et le franc *forts*, elle a perdu des milliers d'entreprises et des centaines de milliers d'emplois, elle a subi une récession suivie d'une stagnation. Les recettes fiscales ont stagné, les dépenses ont augmenté, le chômage a explosé, les taux d'intérêt sont restés exceptionnellement élevés : la Banque de France a pratiqué des taux de 9,5 % à court terme, alors que l'inflation était à 2 % environ. C'est pendant cette période que le déficit passe de 36 % à 58 % du PIB en 1997.

La situation n'est donc pas catastrophique mais nous n'allons pas vers une amélioration : les dépenses de santé, de sécurité et d'éducation sont incompressibles et le nouveau gouvernement va réduire ses recettes à cause de la concurrence fiscale avec ses partenaires européens, qui joue sur l'impôt sur les sociétés et, à un moindre degré, sur l'impôt sur le revenu.

### ■ Royaliste : La France conserve cependant un certain nombre d'atouts ?

**Jean-Luc Gréau :** Je vois trois raisons d'espérer :

1) La France aura dans vingt-cinq ans la population active la plus nombreuse d'Europe : c'est un facteur décisif de puissance. Il faut faire en sorte que les jeunes puissent trouver un travail productif - et pas seulement des petits boulots.

2) La France est au premier rang mondial pour les infrastructures, l'ingénierie et la qualité de sa main d'œuvre.

3) Les Français ne sont pas globalement surendettés. La dette des ménages atteint 65 % du revenu disponible brut : elle reste relativement

modeste par rapport à celle des ménages espagnols (115 %), anglais (150 %) hollandais (200 %).

### ■ Royaliste : Comment jugez-vous la situation monétaire ?

**Jean-Luc Gréau :** Contrairement à beaucoup, j'estime que la politique de la BCE est très accommodante. C'est à la faveur de cette politique que l'Espagne et l'Irlande, et même la France, ont connu une explosion de leur marché immobilier. Les taux d'intérêts consentis sont très bas, les entreprises ne souffrent pas de leurs conditions d'emprunt.

L'euro pose problème parce que nous avons des économies divergentes : la croissance industrielle est forte en Allemagne, faible en Italie et en France ; la prospérité de l'Espagne repose quant à elle sur l'immobilier et les services. Il est impossible de faire une politique monétaire commune dans ces conditions.

### ■ Royaliste : Quelles solutions proposez-vous ?

**Jean-Luc Gréau :** Il faut que la France se réindustrialise. Au cours des trente dernières années, toutes nos périodes positives (1978-1980, 1987-1990, 1997-2001) ont été marquées par une progression de la production industrielle au moins égale à 4 % par an.

Il faut sortir des 35 heures par la négociation, en proposant des contreparties à une augmentation de la durée du travail. En Allemagne, les coûts unitaires de production ont été drastiquement abaissés au cours de la période Schröder : on a accru la durée du travail sans augmenter les salaires et parfois en les abaissant. Nous sommes donc obligés de suivre le mouvement.

Il faut encourager les entreprises françaises à réinvestir leurs bénéfices plutôt que de les redistribuer à leurs actionnaires. Il faut concentrer la baisse de l'impôt sur les sociétés sur le bénéfice réinvesti et changer l'assiette de la taxe professionnelle qui est uniquement basée sur les immobilisations.

Il faut soutenir les pôles de compétitivité en réalisant des



### ■ La France est le seul concurrent sérieux des États-Unis pour l'aéronautique.

partenariats entre le public et le privé ; nous devons organiser la coopération entre les universités, les laboratoires de recherche, les entreprises françaises et étrangères en différents points du territoire.

Notre système industriel a besoin de protection. Le solde commercial de la zone euro par rapport au reste du monde ne cesse de se dégrader à cause d'importations massives provenant des pays qui fabriquent à bas coût. Il faudrait instituer des droits *antidumping* ciblés par pays et par produit et organiser la protection contre la contrefaçon et le piratage. Au mépris des engagements qu'ils avaient pris en avril 1994 à Marrakech (avril 1994), les pays émergents ne respectent pas les règles de la propriété industrielle et intellectuelle. Il faudrait donc là encore prendre des mesures de protection alors que Bruxelles prépare un marché unique du consommateur pour supprimer toutes les entraves à l'entrée des produits extérieurs sur le marché européen.

Il faut s'efforcer de stabiliser le capital des entreprises : ce sont les entreprises familiales, dont le capital est stable, qui ont dans la durée la plus forte croissance, la plus forte rentabilité et la plus forte création d'emplois. Mais la doctrine de la Commission européenne affirme que les OPA doivent se multiplier au mépris de l'exigence de stabilité du capital.

### ■ Royaliste : Peut-on résorber la dette publique ?

**Jean-Luc Gréau :** Oui. Il y a deux solutions :

**Premièrement**, le statut de la fonction publique doit être rénové en supprimant les corps pour permettre la mobilité des agents publics - afin d'affecter les fonctionnaires là où ils sont utiles - ce qui leur permettra de donner le meilleur d'eux-mêmes. Ce nouveau statut inclurait des garanties fondamentales en termes de rémunération, de carrière et de retraite.

**Deuxièmement**, on peut surtout régler le problème de la dette publique, en France et ailleurs, par la monétisation partielle, c'est-à-dire l'émission de monnaie en contrepartie de certaines obligations qui arrivent à échéance. Cela s'est fait dans l'histoire, cela peut se refaire.

L'euro interdit le financement monétaire du déficit. Le problème se posera quand un grand pays européen se trouvera en difficulté, ce qui se produira pour l'Italie, pour l'Allemagne, pour l'Espagne ou pour la France dans les années à venir. Il ne faut pas avoir peur de violer les règles de l'orthodoxie - dont je suis partisan ! - quand il y a des situations de crise. Prenons garde aux événements imprévus, en France, en Europe, dans le monde, qui nous obligeront à reconsidérer les doctrines dominantes.

### Propos recueillis par B La Richardais

📖 (1) « *L'avenir du capitalisme* », Gallimard, 2005, prix franco : 20 €. Voir *Royaliste* n° 859. [Achat immédiat](#)

# Le combat de trop ?

**La lourde défaite de Jean-Marie Le Pen le 22 avril ne règle pas la question de l'extrême droite en France. Sage ralliement à la droite parlementaire avec la fille du chef ou passage à la violence ?**

**T**elle est la question qu'il faut désormais se poser. La domination exercée par Jean-Marie Le Pen sur l'extrême droite française depuis plus d'un quart de siècle est terminée : ce fut un phénomène singulier dans notre histoire politique car le courant nationaliste autoritaire avait toujours été profondément divisé et ses tentatives électorales avaient été aussi rares que brèves.

Grâce à deux journalistes (1) qui suivent de près le *Front national* depuis plusieurs années, nous pouvons revoir tout le chemin parcouru par un jeune homme sans le sou, bagarreur et gros buveur, devenu à partir de 1983 un gros souci électoral pour la droite classique, un monstre pour une gauche qui le popularisait en le diabolisant et, surtout, un très pénible symptôme de la coupure entre le peuple français et la classe dirigeante.

Marc Fauchoux et Christophe Forcari, qui retracent cet itinéraire et cette problématique hors du commun, n'ont pas fait œuvre accusatoire. Par l'exposé de la logique interne du *Front national* et par les portraits de ses principaux dirigeants, ils permettent de mieux saisir rétrospectivement les raisons d'un succès mais surtout sa fragilité. Tout a reposé sur la personnalité effectivement charismatique d'un homme intelligent, cultivé, lucide quant à sa démarche et pas nécessairement convaincu de la véracité des slogans xénophobes qu'il martelait. Au

fil d'un entretien accordé aux deux auteurs, Serge Moatti montre avec justesse que Jean-Marie Le Pen n'est pas plus nazi ou fasciste que ses millions d'électeurs.

Ce retour sur le passé proche et lointain permet de poser en termes clairs la question de l'avenir de l'extrême droite française qui est un des courants, lourds de contradictions, du lepénisme. Marc Fauchoux et Christophe Forcari ont raison de situer le nationalisme français par rapport aux mouvements européens, fort peu connus dans notre pays : *Vlaams Belang* en Belgique, *FPÖ* autrichien, organisations de l'Europe du Nord, *Parti de la Grande Roumanie*, mouvement bulgare *Ataka*, sans oublier l'évolution du *Mouvement Social italien*, allié à Berlusconi, qui pourrait bien inspirer Marine Le Pen.

Encore faudrait-il que la fille du chef parvienne à s'imposer à l'appareil de son parti et à faire évoluer le *Front national* afin qu'il puisse s'allier avec la droite classique - si tant est que l'UMP ait besoin de cela. On peut aussi envisager une explosion du *Front national* qui aboutirait à la constitution de groupes violents. La retraite de Jean-Marie Le Pen n'est pas nécessairement facteur d'apaisement.

**Maria DA SILVA**

📖 (1) Marc Fauchoux & Christophe Forcari - « *Le Pen, le dernier combat* », Éd. Jacob-Duverniet, 2007, prix franco : 22 €. ➔ [Achat immédiat](#)

# Guerres d'Orient

**Sur des conflits qui se développent, sur la crise proche orientale qui n'a certainement pas atteint son intensité maximale, *Hérodote* (1) publie des analyses diversement orientées mais toujours remarquablement informées.**

**I**ntensification de la guerre civile en Irak, attentats au Liban, prise de la bande de Gaza par le Hamas : il est d'autant plus urgent de s'informer sur les enjeux géopolitiques au Proche-Orient que les principaux médias se concentrent sur quelques zones de conflits, toujours les mêmes, accumulent des clichés et oublient des collectivités et des acteurs qui paraîtront un jour prochain sur le devant de la scène.

Toujours rigoureuse, à conserver comme référence, la revue *Hérodote* a publié sur les guerres d'Orient un numéro qui mérite lecture attentive.

On y retrouvera Frédéric Encel, qui développe l'analyse qu'il avait donnée à *Royaliste* (numéro 894) sur la guerre de juillet-août 2006 et sur les mythes et réalités d'un échec militaire israélien. Quant aux rapports entre forces armées dans la région, on consultera avec intérêt les tableaux publiés par William Leday.

Il importe de lire tous les articles consacrés à la Turquie car cet acteur majeur devrait intervenir militairement sur le territoire irakien pour écarter la menace que représente pour les Turcs, mais aussi pour les Arabes, l'existence d'une entité kurde autonome précisément évoquée par Berévan Adlig dans son étude sur le Kurdistan irakien.

On saisira les enjeux et l'avenir de la guerre civile en Irak grâce à l'analyse substan-

tielle que Pierre-Jean Luizard consacre à « *la communauté chiite, première victime de l'implosion de la société irakienne* ». Le meilleur spécialiste français de la question irakienne (2) montre que les Américains, comme les Britanniques, sont tombés dans le piège du communautarisme. En 1920, les occupants anglais avaient donné le pouvoir aux sunnites. Après la prise de Bagdad en 2003, les Américains ont assuré la promotion des chiites. « *Le vice d'un tel procédé, c'est que, la puissance occupante ne pouvant satisfaire les revendications contradictoires, il fabrique à son tour des exclus. Aujourd'hui, ce sont les Arabes sunnites qui se retrouvent à l'écart. Les Américains ont cru pouvoir reconstruire l'Irak sous leur égide en opposant les Irakiens les uns aux autres. Mais le piège dans lequel sont tombés les dirigeants chiites se retourne aussi contre les Américains* ».

Leurs troupes ne peuvent ni rester, ni partir et l'Irak est voué à un chaos sanglant - avec prolongements violents chez ses voisins.

**Jacques BLANGY**

📖 (1) *Hérodote*, Proche-Orient - « *Géopolitique de la crise* », 1<sup>er</sup> trimestre 2007, n° 124, prix franco : 20 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. Pierre-Jean Luizard - « *La Question irakienne* », Fayard, 2004, réédition revue et augmentée (prix franco : 22 €) et notre entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 819. ➔ [Achat immédiat](#)

# Le diagnostic d'Hubert Védrine

C'est toujours un plaisir d'écouter Hubert Védrine, l'ancien collaborateur de François Mitterrand et ministre des Affaires étrangères. Il possède l'art des exposés clairs et nuancés sur tous les aspects des rapports internationaux. Refusant de s'appesantir dans des postures polémiques, il préfère insister sur la complexité des choses sans jamais s'abandonner à une morosité démobilisatrice. Échappant à l'idéalisme des visions trop simples d'un monde unifié par le droit et la contagion de la démocratie, il n'est pas près de se laisser aller aux sirènes d'une sorte de néobriandisme. C'est peut-être ce qui le sépare de Dominique de Villepin, si admiré pour sa conduite face aux États-Unis de Georges W. Bush au début de la crise irakienne et dont le lyrisme n'est pas exempt d'une propension aux illusions de la défunte *Société des Nations* ! Que Védrine se soit trouvé il y a peu en compétition avec Bernard Kouchner pour le quai d'Orsay a de quoi donner à penser sur ses différences avec l'homme qui incarne *sympathiquement*, dit-il, le droit d'ingérence. Aussi est-il précieux que l'ancien ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac et de Lionel Jospin nous ait livré un livre synthèse sur la situation du monde depuis la chute du mur de Berlin, au moment où les nouveaux dirigeants français sont amenés à redéfinir les orientations de notre diplomatie.

Dans le débat très symbolique, de Fukuyama, le théoricien de la fin de l'histoire, et de Huntington, l'analyste du *choc des civilisations*, Hubert Védrine pencherait plutôt en faveur du second. Non par goût d'une sorte de fatalité mais par simple réalisme. Il lui suffit de mesurer la distance qui sépare les prédictions sur la mondialisation heureuse et les illusions de George Bush père d'avec ce qui s'est passé en deux courtes décennies, pour répudier les rêves d'un nouvel ordre mondial à l'aune de la gouvernance d'un système multilatéral, des nouveaux acteurs que seraient la société civile, les ONG, les médias et la justice internationale, sans compter le libre commerce et la diplomatie des droits de l'homme. Ce qui est apparu au lendemain de l'effondrement soviétique, c'est un bouleversement de la géo-économie et de la géopolitique dont les défis sont redoutables, car souvent inédits et non gérables selon les seuls critères d'un Occident qui ne peut plus prétendre au monopole de l'Histoire.

La légende de la mondialisation heureuse grâce à l'accroissement des échanges économiques, la fin des frontières et le gagnant-gagnant des règles du marché, se trouve mise à mal par les profondes disparités entre les continents, la déconnexion entre l'économie réelle et la bulle financière. L'économie casino produit d'effarantes injustices et une opacité qui interdit aux inventeurs même des nouvelles procédures financières d'y comprendre quoi que ce soit. On commence à saisir aussi comment l'enjeu écologique se

trouve brutalisé par l'expansion de pays émergents dont le souci est aux antipodes du retour aux équilibres nécessaires pour prévenir la pénurie d'air respirable, d'eau potable et de terre cultivable. Mais ces constats désenchantés ne sauraient conduire à l'inactivité. La stratégie intellectuelle d'Hubert Védrine consiste d'abord, après avoir pris connaissance des données d'un univers bouleversé, à dessiner un projet sur le possible et les chances d'ordonner un peu ce qui demeure maîtrisable.

C'est pourquoi, alors même qu'il dénonce les impasses d'un internationalisme qui voudrait mettre fin au pouvoir des États à travers une gouvernance mondiale, il table sur ce qui est utile et indispensable dans l'organisation des Nations unies pour une meilleure synergie internationale. Loin de vouloir effacer les États, il s'agirait de les renforcer car le monde souffre plus de leurs insuffisances que de ce qu'on appelle, par habitude, les égoïsmes nationaux. Le leurre d'une société internationale de mieux en mieux structurée se trouve démonté, porté qu'il est par le mythe d'un État

mondial qui, enfin, nous désaliénerait de toutes nos incohérences et de l'héritage d'une histoire insupportable. Les institutions internationales sont une nécessité mais elles ne sauraient faire violence à la diversité et au développement « *d'États, capables et modernes, réformés, concentrés sur leurs vraies tâches, tous engagés dans un processus de démocratisation* ». Le choc des civilisations lui-même est susceptible, au-delà du dialogue interculturel, d'un traitement politique qui ne fera pas l'économie des médiations étatiques. L'absence d'un État palestinien viable est aujourd'hui le principal obstacle au dénouement de la crise du Proche-Orient.

La question européenne, depuis l'échec du projet de traité constitutionnel, est évidemment au cœur du projet d'Hubert

Védrine qui ne peut qu'y appliquer la même méthode intellectuelle. Il est évident que l'Europe est une nécessité et que la France ne peut rien imaginer en dehors d'une rationalisation des rapports entre nations européennes. Mais à l'encontre de l'europhisme et d'un fédéralisme qui lui est lié, il ne conçoit pas l'effacement des nations européennes et envisage même qu'on leur reconnaisse plus nettement des attributions qui tendent à leur être ôtées par l'évolution du système institutionnel. Et plutôt que de table sur un perfectionnisme de ce système, il préfère se concentrer sur les objectifs et les projets concrets capables de susciter le soutien des peuples. Il convient dans cette ligne de provoquer l'élaboration d'une synthèse entre Européens, qui sera certes longue et compliquée mais aboutirait à un véritable consensus qui manque cruellement aujourd'hui.

On voit donc qu'Hubert Védrine loin de baisser les bras est dans une attitude volontariste qui s'oppose à la déprime contemporaine. Il pense que la France représente encore une puissance sur la scène mondiale et qu'elle dispose d'atouts précieux avec des capacités d'adaptation et d'innovation. C'est d'abord par plus de clarté sur ce que nous sommes et nous voulons que nous définirons notre place en Europe et dans le monde. Sortir d'une interminable interrogation masochiste sur soi-même pour mieux saisir ses chances, c'est possible et c'est urgent !

Hubert Védrine - « *Continuer l'Histoire* », Fayard, prix franco : 10 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



# Le Tour

Chaque année, depuis 1903, trois semaines durant, le pays retient son souffle, son cœur battant à l'unisson. La raison de cette passion collective ? Le Tour de France ! Avouons-le de suite, je ne suis pas objectif. J'aime cette compétition et suis reconnaissant à Frédéric Kinder de nous divertir avec talent en remontant aux origines de cette épreuve.

Conçu comme un recueil de nouvelles en images, comportant six brèves histoires à chute, sa bande dessinée nous ramène au Tour d'avant-guerre – celle de 14. Ses coureurs sont encore des artisans du cyclisme, mais déjà ils ont la rage de vaincre au ventre, la soif de briller, des ruses de Sioux pour tromper l'adversaire et un humour bon enfant les rendant sympathiques instantanément. Gagner une étape est une gloire éphémère, mais Dieu que ce doit être bon et que le sommeil doit être voluptueux au soir d'une victoire. Les coureurs de Kinder sont confrontés au mal de ce sport, le dopage, mais cela est abordé avec humour. Plus tragique est le récit où un coureur italien doit affronter le nationalisme chauvin du public et se battre non seulement contre les kilomètres mais aussi contre l'imbécillité et la violence aveugle – notons que ce récit s'inspire d'un fait réel.

Le Tour est si profondément ancré dans nos mémoires qu'il suscite des récits de fiction, lui qui aurait tellement à narrer dans un registre authentique, et l'on peut se féliciter de cette appropriation. Alors oui, pour cette raison et pour mille autres, longue vie au Tour !

**Bruno DIAZ**

Frédéric Kinder - «*Tour de Force*», Éd. Treize étrange, prix franco : 11 €. 

# Marie-Caroline, duchesse de Berry

**Le château de Sceaux, qui fut celui du grand Colbert, abrite depuis 1937 le Musée de l'Île-de-France. Dans les anciennes écuries du domaine, sur l'initiative du Conseil général des Hauts-de-Seine propriétaire des lieux, est présentée une intéressante exposition : *Entre cour et jardin, Marie-Caroline, duchesse de Berry*.**

Cette manifestation évoque le séjour officiel de ce personnage de caractère, par bien des côtés anticonformiste, depuis son arrivée en France en 1816, jusqu'à son départ en 1830. 270 œuvres, meubles ou objets, révèlent la personnalité de la duchesse, et mettent en parallèle sa vie officielle à l'Élysée et aux Tuileries avec sa vie privée en son château de Rosny, dans le Vexin français.

Marie-Caroline de Bourbon est née à Palerme en 1798. Elle est la fille de François 1<sup>er</sup>, roi des Deux-Siciles, et de Clémentine de Habsbourg. Elle vient en France pour épouser Charles-Ferdinand, duc de Berry, second fils du futur Charles X, alors comte d'Artois.

Un tableau d'Hippolyte Lecomte, de 1817, montre Louis XVIII accueillant, le 15 juin 1816, la princesse des Deux-Siciles à la Croix-Saint-Hérem, en forêt de Fontainebleau. Sur une superbe paire de vases *théricléens*, de la Manufacture Royale de Sèvres, offerte à Monsieur par le roi, figurent les portraits de la famille royale. La salle suivante évoque l'assassinat du duc de Berry, le 13 février 1820, par Louvet, un ancien ouvrier sellier. Un tableau représente

la mort du duc, à l'Académie royale de musique, dans le foyer de l'Opéra où il fut transporté. Vient ensuite l'évocation de Henri Charles Ferdinand Marie Dieudonné, duc de Bordeaux, qui fut surnommé *l'enfant du miracle* par Lamartine. Une souscription nationale lui offrira le château de Chambord, sauvant ainsi ce dernier de la démolition. On remarque notamment une berceuse qui, après avoir servi à la fille du duc et de la duchesse, fut attribuée au duc de Bordeaux. Conservée depuis 1928 dans les collections de Compiègne, elle est montrée au public pour la première fois.

Les visiteurs pénètrent ensuite dans l'intimité de la duchesse de Berry, dans son domaine de Rosny. Il fut acquis en août 1818 par le duc de Berry. Après sa mort, il sera le lieu de villégiature favori de la duchesse. Un guéridon dit *d'Henri V*, lui aussi sorti de Sèvres, est présenté. Il fut offert au jeune duc de Bordeaux par Louis XVIII à l'occasion de l'érection de la statue d'Henri IV, au Pont-Neuf.

L'anticonformisme de Marie-Caroline apparaît ensuite : elle inaugure en 1824 le premier établissement des *Bains de Mer* de Dieppe. Elle y reviendra régulièrement jusqu'en 1829, rendant visite à

ses cousins Orléans, à Eu. La duchesse imposa des libertés nouvelles dans la toilette féminine, faisant scandale à la cour en adoptant des robes *courtes* (à la cheville) ou courant les boutiques parisiennes à l'affût des nouveautés. Plus discutable est sa passion pour le *goût gothique* venu de l'Angleterre aristocratique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La duchesse mit en vogue le style *troubadour* que l'on observe sur plusieurs objets exposés.

Des documents témoignent de l'action de mécène et de bienfaitrice de Marie-Caroline. Elle a multiplié les gestes de générosité et aidé de nombreuses fondations. Elle s'est aussi intéressée aux arts. Pour la peinture, les toiles exposées privilégient les thèmes historiques et les paysages de son Italie natale. Elle obtint de Louis XVIII que le théâtre du Gymnase, inauguré en 1820 sur les Boulevards, soit placé sous son patronage. Quant à la bibliothèque du château de Rosny, évoquée à la fin de l'exposition, elle était l'une des plus réputées de l'époque. Lorsqu'elle devra quitter la France, lors de la Révolution de 1830, cette princesse anticonformiste et flamboyante demandera à la reine Marie-Amélie de prendre son personnel de Rosny sous sa protection. Ce que la reine fera de bon cœur.

**Alain SOLARI**

«*Entre cour et jardin, Marie-Caroline, duchesse de Berry*», jusqu'au 23 juillet 2007, Musée de l'Île-de-France, château de Sceaux, 92330 Sceaux. Ouverture tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 18 h.

## Souscription

# Si tu désires peu de choses...

Encore un tout petit effort et c'est gagné ! Les 13 000 euros qui nous étaient nécessaires pour équilibrer notre budget sont presque rassemblés. Que tous ceux qui ont déjà participé trouvent ici nos remerciements sincères. Grâce à eux nous sommes rassurés et pouvons préparer une grande campagne d'abonnements à la rentrée maintenant que son financement est presque assuré. Quant à ceux qui n'ont pas encore mis la main au portemonnaie, il n'est pas trop tard pour venir participer à l'effort collectif, nous comptons sur eux.

Yvan AUMONT

### 7<sup>e</sup> liste de souscripteurs

David Arnaud 50 € - Jean-François Asselin 100 € - P.C.D.B (Paris) 153 € - Marcel Conche 50 € - Denis Cribier 80 € - François Denoël 150 € - Richard Fielz 100 € - Paulette et Rémy Gaudremeau 20 € - Marc Hédelin 23 € - Martin Hybler 100 € - P.J. (Côte-d'Or) 22 € - Guillaume Kopp 50 € - Charles Lamarche 20 € - Jean-Marie Mathieu 900 € - Alain Mercier 300 € - Alain-Paul Nicolas 15 € - Olivier-Henri Pfister 30 € - Bernard Sonck 150 €.

Total de cette liste : 2 313,00 €

Total précédent : 9 754,44 €

Total général : 12 067,44 €

[Souscrivez maintenant](#)

## ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR ainsi que les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le **samedi 30 juin de 16 h à 18 h** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

Après le Conseil national, l'on fera le point sur les élections présidentielle et législatives et l'on examinera les perspectives pour l'année à venir. La réunion sera animée par Philippe Labarrière.

## NATION FRANÇAISE

Dans le cadre d'un projet éditorial en cours de réalisation, nous recherchons tout document iconographique concernant Pierre Boutang et sa *Nation française*. En particulier nous souhaiterions trouver des photos de réunions ou banquets ainsi que les portraits des principaux collaborateurs de l'hebdomadaire.

Les documents prêtés seront immédiatement numérisés et aussitôt rendus à leur propriétaire. Nous téléphoner au 01.42.97.42.57.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@aol.com](mailto:NouAcRoyal@aol.com)
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 27 juin – Remise à plusieurs reprises voici enfin cette réunion très attendue. Président de *Debout la République*, **Nicolas DUPONT-AIGNAN** a démissionné de l'UMP et a tenté de se présenter à l'élection présidentielle. Nous accueillons donc parmi nous un véritable gaulliste. Nous

souhaitons, de part et d'autre, d'avoir ensemble une discussion approfondie sur des thèmes qui sont rarement abordés par les candidats qui occupent le devant de la scène médiatique : institutions de la V<sup>e</sup> République ; politique extérieure ; défense nationale ; sortie de l'OTAN ; projet européen et plus particulièrement la politique monétaire, la politique industrielle et les relations avec la Turquie...

Ce débat est d'autant plus nécessaire que la Nouvelle Action royaliste, traditionnellement proche du gaullisme authentique, se distingue sur certains points du programme présenté par Nicolas Dupont-Aignan. L'examen des accords et des désaccords nous permettra d'envisager, au-delà de la campagne présidentielle, « *L'avenir du gaullisme comme tradition de pensée et comme mouvement politique* ».

## Numéro Vacances

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution mi-juillet. Le dernier numéro à paraître (n°908 sera daté du 9 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçues pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires

afin de pouvoir le diffuser dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier des exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquerez les adresses.

## "Monarchie et démocratie"

"Monarchie et démocratie" - En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. Prix franco : 5 €. 

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Adresse électronique : .....

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Logiques d'échec

Les élections présidentielle et législatives se sont déroulées à l'intérieur du système oligarchique, entre l'aile droite sarkozyste et l'aile gauche « socialiste », avec apparition d'un centre qui n'est, malgré quelques postures rebelles, qu'une fraction de la classe dirigeante.

La droite nationaliste est en voie de marginalisation, le poids du Parti communiste se réduit, l'extrême gauche cultive comme d'habitude son activisme tactique dans l'immobilité stratégique.

La victoire des partisans de Nicolas Sarkozy le 17 juin et la défaite subie par les socialistes doit être analysée selon la dialectique qui oppose le peuple français aux oligarques. Ce conflit déterminant est entré ce printemps dans une nouvelle phase, problématique et dangereuse.

Pour tenter de saisir les nouveaux enjeux, reprenons la distinction entre la représentation et l'expression (1). Les Français ont élu leurs représentants à l'Assemblée nationale le 17 juin et ceux-ci bénéficient de la légitimité que donne le suffrage universel. Mais, hors élections, le peuple ne cesse de manifester son existence et d'exprimer sa volonté. L'expression populaire, c'est la manifestation de rue, la grève, l'adhésion plus ou moins militante à des formations politiques protestataires, « tribuniennes », extraparlémentaires.

Il y a toujours un décalage entre la représentation et l'expression – les réactions populaires provoquant tantôt la modération tantôt le durcissement du législateur. Mais d'ordinaire, il y

a communication entre les représentants et les représentés grâce à l'opposition parlementaire et aux « tribuns de la plèbe » qui siègent à l'Assemblée. Pendant plusieurs décennies, le Parti communiste a permis cette relation implicite mais somme toute équilibrante. Avant 1981, le Parti socialiste constituait lui aussi un bon relais des aspirations populaires. Longtemps encore, la représentation et l'expression sont restées structurées, y compris lorsque Jean-Marie Le



Pen s'est imposé sur la scène politique nationale...

Que reste-t-il aujourd'hui ?

Une famille communiste éclatée : incapable de se réunir, elle rassemble encore beaucoup de sympathisants et peut jouer son rôle dans l'expression des colères mais de manière strictement réactive et négative dans la mesure où sa composante trotskyste récuse l'État et la nation.

Un Parti socialiste qui n'a pas joué son rôle d'opposant au cours du précédent quinquennat, qui n'a pas fait campagne sur un programme socialiste pour la présidentielle et qui a refusé la bataille des législatives alors que les résultats du 17 juin prouvent

qu'il aurait pu regagner encore plus de sièges. Comme ses luttes internes vont continuer, comme sa direction se refuse au travail intellectuel et n'a pas le courage d'abandonner son confort, comme ses vagues propositions restent inscrites dans la logique de l'ultra-libéralisme bruxellois, le parti des oligarques de gauche ne pourra pas jouer son rôle d'opposant au sein de la représentation nationale et de porte-parole des revendications populaires. Malgré les bonnes surprises du 17 juin et le volontarisme de Ségolène Royal, sa logique reste celle de l'échec.

La droite, qui détient tous les pouvoirs, sera vite exposée au risque banal d'une forte réaction populaire aux projets qu'approuvent chaleureusement les organisations patronales. Ce risque est aggravé par le comportement de Nicolas Sarkozy, qui veut contrôler directement les principaux ministères, orchestrer les négociations sociales, se déplacer sur tous les fronts en France comme à l'étranger.

Cet activisme supposerait des ministres absolument fidèles – alors que plusieurs rivaux potentiels sont au gouvernement – et un immense corps de fonctionnaires parfaitement dévoués à la personne et au projet du chef de l'État. Dans la haute administration, les convictions restent fortement contrastées et la bureaucratie n'a quant à elle rien perdu de sa puissance paralysante. Surtout, les promesses faites par Nicolas Sarkozy sont trop contradictoires pour apaiser la colère qui s'était exprimée dans le Non au référendum. Beaucoup d'éléments d'une mise en échec sont d'ores et déjà réunis.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. Lucien Sfez, « *La symbolique politique* », PUF, Que Sais-Je ? n° 2400, prix franco : 9 €. Achat immédiat